

<http://divergences.be/spip.php?article3461>



# La dangereuse convergence du nationalisme religieux en Israël et aux États-Unis

- Aujourd'hui - Nouveaux totalitarismes. -



Date de mise en ligne : jeudi 14 septembre 2023

---

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

---

## Origine

Les mouvements nationalistes religieux d'extrême droite en Israël et aux États-Unis s'efforcent de réduire au silence les critiques juives de l'apartheid israélien.

<http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L400xH225/linda-sarsour-protest-anthony-crider-070e7.jpg>

En Israël, un nouveau type de nationalisme religieux d'extrême droite cherche à affiner la base ethnocentrique du pays, en renforçant le contrôle des frontières de l'identité juive israélienne dans le but de soutenir les politiques anti-arabes de l'État hébreu.

Un mouvement sioniste américain cherche à marginaliser le nombre croissant de Juifs américains qui critiquent l'apartheid israélien en faveur des sionistes chrétiens pour qui l'existence d'un État juif au Levant fait partie de leur programme millénariste.

Dans les deux cas, leurs cibles sont des Juifs libéraux dont la désapprobation de la violence génocidaire contre les Palestiniens est considérée comme une menace pour l'État client le plus important de Washington au Moyen-Orient - un État qui, s'il n'existait pas, comme l'a dit un jour le président américain Joe Biden à l'époque où il était sénateur, les États-Unis "devraient l'inventer".

## **Contrôler les frontières de la judéité**

Après avoir remporté une large victoire aux élections de la Knesset en novembre 2022, les dirigeants de plusieurs partis israéliens d'extrême droite ont commencé à exposer leurs projets de modification de certaines des lois les plus fondamentales concernant la citoyenneté israélienne.

*La suppression de cette clause aurait pour conséquence que des millions de Juifs*

Otzma Yehudit ("Puissance juive" en hébreu), dirigé par Itamar Ben-Gvir, et le Parti sioniste religieux, dirigé par Bezalel Smotrich, ont appelé à la suppression de la clause 4a, mieux connue sous le nom de clause du grand-père, de la loi du retour. La loi du retour définit les conditions dans lesquelles un juif peut prétendre à la citoyenneté israélienne. La clause 4a, ajoutée en 1970, permet à ceux qui n'ont qu'un seul grand-parent juif de remplir les conditions requises, ainsi qu'aux conjoints non juifs de juifs, à leurs enfants et à leurs petits-enfants. Cette clause a permis à des millions de Juifs de venir en Israël depuis l'ancienne URSS, où le fanatisme antijuif était illégal mais où l'identité et la religion juives étaient découragées, ainsi que depuis d'autres pays d'Europe de l'Est où les Juifs étaient également fortement assimilés.

La suppression de cette clause aurait pour conséquence que des millions de Juifs d'Europe de l'Est en Israël perdraient leur citoyenneté en tant que Juifs, et que les Juifs non orthodoxes convertis qui cherchent à émigrer en Israël ne pourraient plus le faire

Cette décision a été vivement critiquée, en particulier par les Juifs de la diaspora qui vivent en dehors d'Israël. Le

rabbin Rick Jacobs, président de l'Union pour le judaïsme réformé, qui représente 1,5 million de Juifs et près de 900 congrégations en Amérique du Nord, a déclaré au *Jewish Chronicle* qu'une telle décision "saperait le tissu même de l'entreprise sioniste et porterait délibérément atteinte au sentiment du peuple juif dans le monde entier, qui sait qu'il n'existe qu'une seule patrie juive et que la loi du retour est un engagement sacré que l'État d'Israël a pris à l'égard de la communauté juive mondiale".

Depuis 2013, la Cour suprême israélienne considère qu'il n'existe pas de nationalité israélienne, car son existence détruirait le principe fondateur du pays, qui est d'être un État pour le peuple juif. Par conséquent, l'identité israélienne repose sur une "nationalité juive", dont les Juifs susmentionnés seraient privés.

Toutefois, la restriction de l'émigration vers Israël des Juifs non orthodoxes et non pratiquants poursuit un objectif plus profond : le maintien de l'unité de la circonscription nationale. En effet, s'il y avait suffisamment de dissensions parmi les personnes reconnues comme juives sur la manière dont l'État juif traite les Palestiniens, par exemple, ou bafoue le droit international et les résolutions des Nations unies, cela pourrait mettre en danger le concept même d'un État exclusivement juif.

### Tendances dans le judaïsme américain

En Israël, les Juifs réformés et conservateurs ou Masorti constituent une petite minorité, avec seulement 2 % qui s'identifient comme Masorti et 3 % comme réformés. Toutefois, 50 % d'entre eux s'identifient au judaïsme orthodoxe, qui est généralement la confession la plus conservatrice sur le plan politique.

La situation aux États-Unis est bien différente. Les États-Unis sont à la fois le plus grand bienfaiteur d'Israël et le foyer d'un nombre de Juifs supérieur ou à peu près égal à celui d'Israël, selon la manière dont on compte les choses. Ici, le judaïsme réformé est la dénomination la plus importante, avec 35 % des Juifs américains qui s'identifient à lui ; 10 % seulement s'identifient comme orthodoxes, tandis que 18 % s'identifient comme conservateurs (comme les Juifs Masorti s'appellent eux-mêmes aux États-Unis). Trente autres pour cent se décrivent comme "non confessionnels".

Le judaïsme réformé est né dans l'Allemagne du XIXe siècle comme une réponse juive aux débats socio-théologiques suscités par les Lumières européennes, qui ont vu les confessions chrétiennes protestantes commencer à libéraliser leurs doctrines et leurs pratiques culturelles.

Les Juifs réformés ont suivi le mouvement en assouplissant leur interprétation et leur application de la halakha, ou loi juive. Le judaïsme orthodoxe, en revanche, a rejeté la plupart de ces tendances du siècle des Lumières. La réforme a trouvé son terrain le plus fertile aux États-Unis, où elle a contribué, avec le mouvement conservateur, à former le noyau de la communauté juive libérale. Aujourd'hui, environ 80 % des Juifs réformés votent démocrate et s'identifient comme libéraux, tout comme 70 % de l'ensemble des Juifs américains.

Une valeur clé de ces tendances est l'expression hébraïque *tikkun olam*, ou "réparer le monde", que les Juifs libéraux interprètent comme un appel à lutter pour la justice sociale. Un rabbin conservateur, Abraham Joshua Heschel, était l'un des principaux partisans du Dr Martin Luther King Jr. et disait que lorsqu'il marchait pour les droits civiques des Noirs, il "priait avec ses pieds".

Ces valeurs ont également conduit à une diminution constante du soutien à Israël parmi les Juifs américains. Un sondage réalisé en 2021 auprès d'électeurs Juifs a révélé que 34 % d'entre eux estimaient que "le traitement des Palestiniens par Israël est similaire au racisme aux États-Unis", 25 % qu'"Israël est un État d'apartheid" et 22 %

qu'Israël commet un génocide à l'encontre des Palestiniens". Environ 9 % des personnes interrogées estiment qu'Israël n'a pas le droit d'exister".

Ce même sondage a révélé que ces chiffres étaient plus élevés chez les jeunes juifs, 20 % d'entre eux désapprouvant l'existence d'Israël en tant qu'État exclusivement juif et un tiers affirmant qu'Israël est à la fois un État d'apartheid et qu'il commet un génocide à l'encontre des Palestiniens.

En conséquence, le gouvernement israélien a exercé une pression accrue sur les sionistes américains, juifs et chrétiens, pour qu'ils fassent entendre leur voix et suppriment cette dissidence, qui n'a fait que s'amplifier depuis les élections de novembre et la montée en puissance de personnalités telles que Ben-Gvir et Smotrich, ainsi que le retour au pouvoir de Benjamin Netanyahu.

### Les mauvais juifs votent largement pour les démocrates

Un exemple récent est l'interview, en décembre 2022, de Josh Hammer, rédacteur en chef du magazine Newsweek, avec le très influent Tucker Carlson de Fox News, qui (avant son licenciement brutal) colportait régulièrement des conspirations antisémites et donnait la parole à des suprémacistes blancs lors de son émission-débat.

La veille, l'Anti-Defamation League (ADL), une ONG qui prétend dénoncer et démystifier l'antisémitisme et qui est profondément sioniste, avait critiqué la victoire de l'extrême droite lors des récentes élections en Israël. Le groupe a déclaré que "l'inclusion de ces individus et partis d'extrême droite dans un gouvernement israélien irait à l'encontre des principes fondateurs d'Israël".

Toutefois, M. Hammer est loin d'être le seul à exprimer de telles idées. Le fondateur du *Daily Wire* et ancien rédacteur en chef de Breitbart, Ben Shapiro, a déclaré dès 2011 que "le peuple juif a toujours été en proie à de mauvais juifs, qui le minent de l'intérieur. En Amérique, ces mauvais juifs votent en grande partie pour les démocrates".

Shapiro a ouvert la même ligne d'attaque que Hammer lors de son discours à la conférence CPAC-Israël à Tel Aviv l'année dernière, suggérant que les juifs réformés ne sont pas vraiment juifs.

"C'est une réalité malheureuse de la vie aux États-Unis que le judaïsme réformé, en tant que branche, ne considère pas l'identité juive de manière sérieuse, comme centrale. Pour moi, c'est très simple : Si, en tant que juif, vos valeurs sont plus en accord avec le mariage homosexuel, le transgendérisme et l'avortement qu'avec, par exemple, la sécurité de l'État d'Israël, je me pose de sérieuses questions sur la manière dont vous vous considérez en tant que juif", a déclaré M. Shapiro.

### Israël se tourne vers les chrétiens évangéliques

Il y a une ironie profonde et amère à ce qu'Israël, ostensiblement créé comme un sanctuaire pour les juifs après des siècles de persécutions subies en grande partie par les chrétiens, cherche aujourd'hui à marginaliser tant de juifs dissidents et à élever les voix chrétiennes de soutien. Et pourtant, c'est exactement ce qui se passe.

En 2021, l'ancien ambassadeur d'Israël aux États-Unis, Ron Dermer, a déclaré lors d'une conférence en Israël que le gouvernement israélien devrait privilégier le soutien "passionné et sans équivoque" des chrétiens évangéliques par rapport à celui des juifs américains, qui, selon lui, "comptent de manière disproportionnée parmi nos détracteurs".

"Les gens doivent comprendre que l'épine dorsale du soutien d'Israël aux États-Unis est constituée par les chrétiens évangéliques. C'est vrai en raison des chiffres, mais aussi en raison de leur soutien passionné et sans équivoque à Israël", a expliqué M. Dermer.

En effet, un sondage Pew réalisé en mai dernier a révélé que 86 % des chrétiens évangéliques blancs déclaraient éprouver des sentiments chaleureux à l'égard des Israéliens, soit plus que tout autre groupe chrétien. À titre de comparaison, 58 % des chrétiens protestants noirs ont déclaré éprouver de la sympathie pour les Israéliens, ce qui représente tout de même une majorité facile à atteindre.

Toutefois, lorsque cette catégorie est ventilée par groupe d'âge (comme l'a fait un sondage commandé par l'université de Caroline du Nord à Pembroke l'année précédente), il devient facile de voir que cela est surtout vrai pour les évangéliques plus âgés. Ce sondage a révélé que seulement 33,6 % des jeunes évangéliques âgés de 18 à 29 ans soutiennent Israël, soit la moitié de ce qu'un autre sondage de l'Université du Maryland avait révélé trois ans plus tôt, qui portait sur un groupe d'âge légèrement différent, à savoir les 18-34 ans. La comparaison des deux sondages (pour autant qu'ils puissent être comparés) montre également une nette augmentation du soutien aux Palestiniens, qui est passé de 9 % en 2015 à 18 % en 2021.

Le sondage Pew de mai 2022 a également révélé que 70 % des évangéliques blancs croient que Dieu a donné la terre d'Israël au peuple juif. En 2020, une autre enquête Pew a posé une question presque identique aux juifs, et seulement 32 % d'entre eux ont déclaré qu'ils croyaient que Dieu avait donné la terre qui est aujourd'hui Israël au peuple juif.

En réponse, M. Hammer a attaqué le PDG de l'ADL, Jonathan Greenblatt, suggérant que sa proximité avec des démocrates tels que le révérend Al Sharpton l'avait amené à se retourner contre Israël.

"Jonathan Greenblatt est un ancien démocrate partisan de l'administration Obama. S'il avait un brin de dignité ou de respect de soi, il démissionnerait demain", a déclaré M. Hammer à M. Carlson. "Et il ne parle pas - c'est crucial, Tucker - Jonathan Greenblatt ne parle pas au nom du peuple juif. Il parle au nom des juifs libéraux et réformistes qui font du tikkun olam, il ne parle pas au nom des juifs fiers, des juifs sionistes, il ne parle pas au nom de la plupart des juifs d'Amérique à l'heure actuelle".

M. Hammer s'en est également pris à des militants juifs libéraux qui ont organisé un événement à l'occasion du Yom Kippour, durant lequel les juifs jeûnent généralement s'ils le peuvent, et qui ont cherché à créer un espace inclusif pour les juifs qui ne peuvent pas jeûner pour des raisons de santé ou d'autres raisons. L'éditorialiste les a qualifiés de "kapos", comparant les activistes aux juifs qui ont collaboré avec les nazis pour maintenir l'ordre dans les camps de concentration. C'est l'une des pires accusations qu'un juif puisse porter à l'encontre d'un autre juif.

### **Sionisme et millénarisme**

Pour comprendre pourquoi les chrétiens sont beaucoup plus nombreux que les juifs à soutenir Israël et à croire que le destin biblique a voulu qu'Israël existe, il faut revenir sur l'histoire du sionisme et du mouvement du 19e siècle visant à fonder un État-nation pour les juifs du Levant.

Le mouvement sioniste est né de manière désordonnée en Europe de l'Est à la fin du XIXe siècle parmi les Juifs qui voyaient dans ce qu'ils appelaient "l'auto-émancipation" le seul moyen d'échapper aux pogroms et aux persécutions antisémites auxquels ils étaient confrontés, en particulier dans l'Empire russe. Si plusieurs milliers de Juifs ont émigré dans la région connue à l'époque sous le nom de Syrie ottomane, peu d'entre eux envisageaient un État

national pour les Juifs ou un "État juif", ce que beaucoup ne considéraient pas comme une seule et même chose. Ce n'est qu'avec la publication de "Der Judenstaat" ("L'État juif") par le journaliste austro-hongrois Théodore Herzl en 1896 et la fondation de l'Organisation sioniste mondiale (OSM) l'année suivante que le mouvement a acquis une base nationale.

Cependant, les sionistes n'ont jamais été majoritaires parmi les Juifs d'Europe de l'Est. Ils ont dû faire face à une concurrence acharnée de la part des bundistes, qui recherchaient l'autonomie culturelle pour les communautés juives, et de plusieurs variétés de communistes et d'anarchistes, dont beaucoup recherchaient la libération des Juifs par l'abolition du capitalisme et de la société de classes et la création de régions juives autonomes en Crimée ou, plus tard, au Birobidzhan, dans l'Extrême-Orient soviétique. Ces groupes considéraient le sionisme comme un mélange d'évasion et d'utopie, et beaucoup étaient laïques.

En outre, de nombreux juifs orthodoxes dévots s'opposaient également au sionisme, trouvant dans le Talmud des arguments textuels contre le retour des juifs sur la terre où les anciens royaumes hébreux avaient régné avant d'être anéantis par l'Empire romain.

Le mouvement sioniste a trouvé ses partisans nationaux au Royaume-Uni et aux États-Unis, où il s'est mêlé aux croyances millénaristes chrétiennes et à l'obsession culturelle déjà existante pour la région. Selon le millénarisme répandu parmi les protestants de l'époque, le rassemblement de tous les Juifs du monde en Israël serait un facteur clé de la fin des temps et de la seconde venue du Christ. Dans ce scénario, bien sûr, tous les Juifs finissent par se convertir au christianisme, et ceux qui refusent sont condamnés à la damnation éternelle.

L'idée d'un grand nombre de Juifs européens s'installant au Moyen-Orient était également très attrayante pour ceux qui avaient des ambitions impériales dans cette région, et la WZO n'avait que peu de scrupules à se rendre attrayante pour les impérialistes.

La sympathie de Londres était telle qu'en 1917, alors que les forces britanniques et leurs alliés arabes s'emparaient de larges pans de l'Empire ottoman, le ministre de l'intérieur britannique Arthur Balfour accordait au sionisme les "faveurs" du gouvernement de Sa Majesté.

Aux États-Unis, le soutien chrétien à la création d'un État juif en Palestine remonte à John Adams, deuxième président du pays, et s'inscrit également dans le cadre d'un intérêt impérial pour la région. Adams et d'autres personnalités, comme le bibliste George Bush de l'université de New York - un ancêtre des deux présidents du même nom - estimaient que l'installation des Juifs en Palestine constituait la première étape de leur conversion chrétienne, ce qui, selon Bush, "élèverait" les Juifs "à un rang honorable parmi les nations de la terre".

Cette énergie est ensuite devenue une puissante force de lobbying pendant et après la Seconde Guerre mondiale, car elle a été présentée comme un geste humanitaire après que la nouvelle des horreurs de l'Holocauste se soit répandue. Dans la seconde moitié du XXe siècle, le soutien à Israël est devenu l'un des chevaux de bataille des prédicateurs et télévangélistes évangéliques de droite.

Depuis sa création, Israël a été un atout majeur dans la politique étrangère des États-Unis, du Royaume-Uni et de la France, et a bénéficié du soutien de ces trois nations en échange de son rôle d'instrument contre les pays arabes.

### **Résister au nationalisme religieux d'extrême droite**

En Israël comme aux États-Unis, le nationalisme religieux d'extrême droite mène un combat d'arrière-garde contre les tendances de la communauté juive à donner la priorité à la justice sociale et à remettre en question les politiques

discriminatoires et coloniales qu'Israël prétend mener en son nom.

Les attitudes extrémistes et suprémacistes juives des partisans de l'apartheid israélien ont trouvé une cause commune avec les chrétiens évangéliques de droite, malgré le puissant antisémitisme de ces derniers, pour tenter de faire taire les critiques juives "insurgées" à l'égard d'Israël. Pour ce faire, ils cherchent à redéfinir les frontières de la judéité et, ce faisant, à redéfinir les frontières de la conversation autour de l'existence d'Israël en tant qu'État exclusivement juif.

S'opposer à ces deux tendances, c'est soutenir le peuple palestinien dans sa lutte pour la liberté et l'autodétermination, mais c'est aussi soutenir les mouvements libéraux et progressistes ici aux États-Unis qui sont attaqués parce que leurs membres sont juifs et que leurs valeurs désapprouvent l'apartheid. Il s'agit de se tenir aux côtés des Juifs qui refusent que notre religion d'amour, de communauté, d'étude et de conscience de l'unité de la création soit définie comme une religion de bigoterie, de colonialisme, de sectarisme et de violence.